

DIAL 3603

CHILI - De l'air frais pour le progressisme latino-américain

Pablo Stefanoni

jeudi 27 janvier 2022, mis en ligne par [Dial](#)

Pablo Stefanoni [1], rédacteur en chef de [Nueva Sociedad](#) revient sur la victoire de Gabriel Boric au second tour des élections présidentielles chiliennes, le 19 décembre 2021. Ce texte a été publié en décembre 2021 dans les colonnes d'opinion du site [Nueva Sociedad](#).

La victoire éclatante de Gabriel Boric donne un coup de frein à la droite au Chili et dans la région. Maintenant, pour le président le plus jeune et ayant recueilli le plus de voix de l'histoire démocratique du pays, l'enjeu sera de mettre en œuvre un projet progressiste qui associe transformation sociale et défense des droits humains.

La très nette victoire de Gabriel Boric sur José Antonio Kast (extrême-droite) confirme dans les urnes, une fois de plus, la puissance de l'« explosion chilienne [2]. » qui a frappé transversalement toute la société. De plus, il faut le dire aussi, elle met en lumière un système électoral qui s'est avéré irréprochable. Vers huit heures du soir (heure locale), les résultats étaient connus et le perdant reconnaissait sa défaite.

Le Chili a donné l'impression qu'il revenait à la « normale » : la victoire électorale des forces partisans de transformations sociales dans un sens progressiste. Les médias ne se trompent pas lorsqu'ils qualifient l'élection d'historique. C'est la vérité. Le triomphe de la coalition Apruebo Dignidad [[Approbation dignité](#)], nom issu de la bataille politique précédente (celle qui a abouti à la mise sur pied de la Convention constitutionnelle), porte en lui la promesse d'un changement.

Les partis qui ont mené la transition démocratique post-Pinochet sont restés à l'écart de la course (même s'ils ont bien résisté lors des élections législatives et sénatoriales). Boric, candidat de la gauche, l'a largement emporté, avec 60%, des voix dans la Région métropolitaine et, associé à Izkia Siches, jeune ex-présidente de l'Ordre des médecins et l'un de ses meilleurs atouts pour la campagne du second tour, il est parvenu à améliorer ses résultats dans les régions et a obtenu près de 56% au niveau national.

Au premier tour, le centre-gauche a été débordé sur sa gauche par Apruebo Dignidad (Front ample et Parti communiste) et le centre-droit a sombré électoralement après un second mandat de Sebastián Piñera pendant lequel le gouvernement n'a jamais su se fixer une ligne et a fini par soutenir, presque sans condition, un candidat qui se réclamait d'Augusto Pinochet (à l'exception de sa « politique en matière de droits humains » - *sic*). Mais cela ne signifie pas que, comme l'ont affirmé de nombreux médias internationaux, les élections chiliennes sont tiraillées entre « deux extrêmes ». Sur le flanc droit, on peut parler, en effet, d'un extrême. C'est tout le paradoxe de cette élection : le « pinochetisme » de Kast - ajouté à ses positions conservatrices concernant les droits sexuels, les revendications des LGBTI ou le féminisme - est apparu plus « transgressif » que le programme de Boric. C'est pourquoi Kast appelait à voter en donnant pour consigne « Ose ! » : car aujourd'hui voter pour lui, c'était aller à contre-courant. Cela signifiait, en effet, s'exprimer contre le nouveau bon sens qui a émergé dans le vif des mobilisations et des vagues féministes, des mouvements contre les fonds de pension, pour la reconnaissance des

peuples indiens et en faveur de la lutte contre le changement climatique et les « zones sacrifiées ».

Dans le cas de Boric, bien qu'il soit le candidat d'une alliance à gauche de la Concertation [3], son programme est loin d'être radical. Il constitue plutôt l'expression d'un projet de justice sociale de type social-démocrate dans un pays dans lequel, malgré les progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté, persistent des formes d'inégalité sociale et des hiérarchies ethniques et de classe inacceptables parallèlement à la marchandisation de la vie sociale. D'autre part, si Kast se présentait comme un candidat de l'« ordre », tout le monde savait cependant que le candidat de la droite serait un président potentiellement déstabilisant, du fait d'un affrontement garanti avec la Convention constitutionnelle en place, mais aussi de la résistance prévisible de la rue. L'« ordre », dans un pays qui, comme l'ont montré la campagne électorale et le fort taux de participation, reste profondément mobilisé, rime avec le changement et non avec les reculs conservateurs promis par Kast.

Plus qu'un radical, beaucoup, à gauche, voient en Boric, âgé de 35 ans, une personne trop « jeune », terme classique utilisé pour désigner les gauches réformistes. Et une grande partie de son succès au second tour tient au fait d'avoir pu gagner le soutien de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste, y compris celui de l'ex-présidente Michelle Bachelet, aujourd'hui haut-commissaire aux droits humains des Nations unies, qui s'est rendue à Santiago pour voter et a appelé, dans une [vidéo](#), à voter pour Boric. Comme cela s'est passé avec Podemos en Espagne, le Front ample (né des mobilisations d'étudiants) a durement critiqué la transition post-dictature mais ne pouvait pas gagner sans le soutien des forces qui l'ont dirigée (sauf que, à la différence de l'Espagne, il a réussi à « doubler » le vieux centre-gauche, du moins à la présidence, mais pas au Congrès). Et sans ce soutien il pourrait encore moins gouverner, tâche de plus en plus difficile dans une Amérique latine troublée.

Ancien dirigeant étudiant et actuellement député, Boric est devenu candidat présidentiel à la suite d'une période de crise du Front ample, après avoir remporté les primaires face à Daniel Jadue, du Parti communiste (le système électoral chilien favorise la formation de coalitions pour la réalisation de primaires communes - les participants profitent ainsi des espaces publicitaires et de la visibilité qu'elles offrent). Pendant la campagne, celui qui est désormais élu président a opposé une nouvelle culture de gauche - centrée sur les droits humains - et la vieille culture communiste propre à la Guerre froide sur des thèmes comme la crise au Venezuela ou au Nicaragua. Dans l'un des débats avec Jadue, il a déclaré : « Le PC va se repentir d'avoir apporté son soutien au Venezuela comme Neruda s'est repenti de son Ode à Staline ». Là, Boric se différencie de certaines gauches latino-américaines trop « campistes » (expression employée pour qualifier ceux qui voient le monde comme deux camps géopolitiques opposés), qui en viennent à se méfier des discours sur les droits humains au lieu d'en faire un instrument de la bataille pour un monde plus égalitaire.

La candidature de Boric scelle une série de victoires électorales centrées sur le changement : la reconnaissance massive de la nécessité d'une convention constitutionnelle en octobre 2020, l'élection de maires, hommes et femmes, d'à peine 30 ans dans plusieurs villes du pays et la composition même de la Convention. Ces transformations aux postes de commande reflètent un important changement de génération dont le Front ample est l'expression, de même que les nouveaux visages du PC comme Irací Hassler, qui dirige aujourd'hui la commune de Santiago Centre. Ces nouveaux leaders sont sociologiquement proches du Front ample et issus également de l'ascension de nouveaux groupes de femmes féministes. En effet, le PC chilien est l'un des rares partis communistes occidentaux à avoir su, sans renoncer à son identité, se renouveler sur le plan générationnel mais aussi du genre.

Il est possible que le positionnement du Front ample dans la Convention constitutionnelle, où il travaille en coordination avec le PS davantage qu'avec le PC, préfigure une partie de ce qui arrivera : son ancrage comme pivot entre la gauche du PC et le centre-gauche. Pendant sa campagne, Boric a dû ressembler plus à Bachelet qu'à Salvador Allende. Au final, l'« explosion » n'a pas entraîné de virage vers la gauche traditionnelle ni de retour nostalgique vers le passé, raison pour laquelle le défi, pour le nouveau président, sera de poursuivre l'action de transformation sociale, surtout dans l'objectif d'un pays plus juste, mais sans tomber dans l'excès. Boric a compris pendant sa campagne - qui a pénétré au second tour l'électorat modéré - qu'il y a dans les demandes de changement plus de « frustration relative » que de

regrets de l'époque d'Allende, même s'il ne fait aucun doute que l'ex-président brutalement renversé en 1973 a constitué pour beaucoup une sorte de phare moral des mobilisations.

Avec un gouvernement de Jair Bolsonaro de plus en plus impopulaire, la déroute de Kast, allié de Vox [4] et d'autres forces réactionnaires en général, représente également un frein à l'extrême droite dans la région. Avec Boric au Chili, la gauche latino-américaine s'adjoint un nouveau président, et certains pensent déjà que le Brésil et même la Colombie s'inscriront dans ce sillage en 2022. Mais cette « deuxième vague » est beaucoup plus hétérogène que la première et globalement moins dense sur le plan du programme. Face à une gauche latino-américaine usée depuis la première « marée rose », dans un pays comme le Chili, où les institutions sont plus fortes que dans d'autres pays de la région, Boric pourrait tracer une voie démocratique radicale et égalitaire permettant de bâtir un État-providence plus solide (agenda qui a pris une nouvelle dimension durant la pandémie). Mais cela peut aussi représenter un bol d'air frais au niveau des principes : le « populisme de gauche » dans la région a fini par rester englué à la décadence politique et morale du projet bolivarien. Et l'enjeu pour Boric est de montrer que l'on peut avancer dans le domaine social sans dégrader la culture civique. Même si cela ne dépend pas seulement de lui, mais également de la future opposition (tant politique que sociale). Le nombre record de voix qui l'a propulsé à La Moneda lui confère indéniablement un pouvoir que personne n'imaginait quelques jours avant cette élection.

« Nous espérons faire mieux », a-t-il dit à Sebastián Piñera, d'une manière polie mais percutante en acceptant un déjeuner pour organiser la transition. Peu après, face à la foule, il a donné le départ de ce qui constitue indubitablement un nouveau cycle, marquant potentiellement la fin de la transition telle qu'on la connaissait.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3603.

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : [Nueva Sociedad](#), décembre 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Pablo Stefanoni est coauteur, avec Martín Baña, de *Todo lo que necesitas saber sobre la Revolución rusa* (Paidós, 2017) et auteur de *¿La rebeldía se volvió de derecha ?* (Siglo Veintiuno, 2021).

[2] L'expression renvoie au processus initié avec les mobilisations sociales massives qui ont débuté le 18 octobre 2019. Voir par exemple : Gabriel Salazar Vergara, « Le "reventón social" en Chile », Nueva Sociedad, octobre 2019, <https://nuso.org/articulo/protestas-Chile-estudiantes-neoliberalismo/> - note DIAL.

[3] L'alliance de partis de centre-gauche qui a gouverné le pays de 1990 à 2010 - note DIAL.

[4] Parti espagnol d'extrême droite fondé fin 2013 - note DIAL.